

EXHIBIT 2

COUR D'APPEL DE CONAKRY

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité

TRIBUNAL DE PREMIERE

INSTANCE DE KALOUM

AU NOM DU PEUPLE DE GUINEE

Affaire RP N°104/2013

Ministère public et l'Agent
Judiciaire de l'Etat (AJE)

Contre

Les nommés Mamadie Touré

Ibrahima Sory Touré IST,

Lieutenant Issiaga Bangoura,

Aboubacar Bah, Ismaël Daou et

Mahmoud Thiam ;

Nature de l'infraction : Corruption
trafic d'influence et complicité ;

Décision : (voir dispositif)

JUGEMENT CORRECTIONNEL N° 046 du 30 Mars 2020

Le Tribunal de Première Instance de Kaloum à Conakry, statuant en son audience correctionnelle du premier Avril deux mille vingt à laquelle siégeait Hadja Mariama DOUMBOUYA, Présidente, en présence de Monsieur Alpha Sény Camara, Procureur de la République, avec l'assistance de Maître Kémoko Soumaoro, chef du greffe a rendu le jugement dont la teneur suit :

Dans la cause,

Entre le Ministère Public, partie poursuivante et l'Agent Judiciaire de l'Etat ;

D'une part ;

Et les nommés 1- **Mamadie Touré** : née le 1^{er} Janvier 1982 à Dubréka, de Mamadouba et de Hadja Djénaba Keita, femme d'affaires, domiciliée à Jacksonville dans l'Etat de Floride aux Etats-Unis d'Amérique ;

Mandat d'arrêt International en date du 09 Juin 2017;

2- **Ibrahima Sory Touré IST** : né en 1972 à Conakry, de Elhadj Mamadouba et de Hadja Fatoumata Conté, Journaliste, domicilié au quartier Camayenne, commune de Dixinn, marié, père d'un enfant ;

Mandat de dépôt en date du 06 Mai 2013

OCJ du 23 Juillet 2013 ;

3- **Lieutenant Issiaga Bangoura** : né le 02 Janvier 1975 à Forécariah, de Ibrahima et de Makoya Camara, militaire, domicilié au quartier Almamya, commune de Kaloum, marié, père de trois (3) enfants, (sans autres renseignements) ;

Mandat de dépôt du 09 Mai 2013

OCJ du 23 Juillet 2013 ;

4- **Mahmoud Thiam** : né le 04 Octobre 1966 à Conakry, domicilié aux Etats-Unis d'Amérique (en fuite, sans autres renseignements) ;

Mandat d'arrêt International du 09 Juin 2017 ;

5- **Aboubacar Bah** : Homme d'affaires, Président Directeur Général du Groupe Fouta Mondial Corporation, domicilié au

quartier Lambanyi, commune de Ratoma, Conakry, (en fuite, sans autres renseignements) ;

Mandat d'arrêt international du 26 Janvier 2017 ;

6- **Ismaël Daou** : Homme d'affaires Malien (en fuite, sans autres renseignements) ;

D'autre part ;

Débats : Le présent jugement est rendu après débats aux audiences des 10 février 2020, 24 février 2020 et mis en délibéré pour décision être rendue à ce jour conformément à la loi ;

Jugement : Ayant la qualification de défaut en matière correctionnelle et en premier ressort ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Nul pour les prévenus défaillants ;

Oui la partie civile en son audition ;

Oui le Ministère public en ses réquisitions !

Attendu que suivant ordonnance en date du 28 Juillet 2018 de Monsieur le juge d'instruction, les nommés Mamadie Touré, Ibrahima Sory IST, Issiaga Bangoura, Mahmoud Thiam, Aboubacar Bah, Ismaël Daou ont été renvoyés devant le tribunal sous la prévention d'avoir à Conakry courant année 2006 à 2010, en tout cas depuis temps non couvert par la prescription de l'action publique, cédé à des offres, promesses, dons, présents et autres avantages proposés directement ou indirectement pour eux-mêmes ou pour autrui en abusant de leurs influences réelle ou supposée en vue de faire obtenir du Président de la République, du Gouvernement Guinéen et de l'Administration publique des décisions favorables pour l'obtention des concessions minières de Simandou et de Zogota, d'avoir accepté de recevoir une somme qui n'était pas due à la suite d'une mission, d'avoir agréé sans droit à tout moment et dans l'exercice de sa fonction, directement ou indirectement reçu des dons, promesses et avantages pour accomplir des actes de sa fonction ou facilité l'accomplissement de ces actes par sa fonction et d'avoir aidé à la réalisation de ces faits ;.

Faits prévu et punis par les articles 771, 772, 774 et 19 du code pénal;

Que courant année 2012, en application du nouveau code minier, un programme de revue des titres et conventions miniers a été mis en place par décret ;

Qu'en exécution de ce programme, une commission chargée de mener une procédure administrative consistant en l'analyse des titres et conventions miniers et en l'émission d'avis motivés aux autorités compétentes en vue du maintien, du retrait ou du réaménagement desdits titres et conventions ;

Que pour les besoins de cette mission, deux organes administratifs ont été créés au sein de la commission, à savoir le comité technique et le comité stratégique ;

Que le comité technique agissait en tant qu'organe opérationnel devant conduire les procédures de revue avec les parties faisant l'objet de procédures de revue, de rédiger des rapports, de consulter le cas échéant des experts externes (cabinet d'avocats, conseil financiers et techniques), de formuler des recommandations à l'attention du comité stratégique et de conduire d'éventuelles négociations avec les titulaires des conventions minières ;

Que le comité stratégique quant à lui était l'organe politique qui envisageait les considérations de stratégie et émettait les avis au nom de la commission et sur le fondement des recommandations du comité technique quant à l'opportunité de maintenir, aménager ou retirer les titres et conventions miniers soumis à son examen ;

Qu'au terme de ses travaux, la commission technique a constaté des manquements dans l'attribution des permis miniers à la Société BSGR dans la zone de Zogota ;

Que ce comité a ainsi fait des recommandations soutenues par des preuves au comité stratégique après avoir communiqué toutes les preuves obtenues au cours de la procédure à la Société BSGR ;

Que des différentes preuves, il est ressorti que les titres miniers et la convention minière concernés ont été octroyés, à l'époque des faits, à la suite de pratiques de corruption menées par la société BSGR auprès des autorités Guinéennes en place à cette époque ;

Que confrontant les preuves dont il disposait aux arguments avancés par BSGR qui avait contesté les faits de corruption, le comité a alors constaté que cette société n'a apporté aucun élément de nature à mettre en doute l'authenticité des preuves ou la concordance entre les différentes preuves ;

Que le comité technique a ainsi recommandé au comité stratégique le retrait du permis de recherche des blocs 1 et 2 et la concession de Zogota, ainsi que la résiliation de la convention de base de cette zone ;

Qu'à la suite de tous ces éléments, une procédure judiciaire a été ouverte autour de cette affaire de corruption qui a entraîné l'interpellation de certains prévenus présents sur le territoire

Guinéen, notamment Ibrahima Sory Touré IST, Lieutenant Issiaga Bangoura ;

Qu'au cours de l'information ouverte, les susnommés ont bénéficié d'une mesure de contrôle judiciaire à laquelle ils se soustraits ;

Que les nommés Aboubacar Bah, Ismaël Daou, Mahmoud Thiam ayant été considérés comme étant en fuite, un mandat d'arrêt international a été décerné contre chacun d'eux ;

Que la prévenue Mamadie Touré a été quant à elle interrogée en qualité de témoin, avant d'être inculpée par Monsieur le juge d'instruction ;

Attendu qu'à l'ouverture des débats à l'audience, aucun des prévenus n'a comparu devant le tribunal ;

Que cependant dans sa plaidoirie, la partie civile, à travers son conseil, s'est désistée de son action pour cause d'arrangement intervenu entre elle et les prévenus ;

Que le ministère public, principal poursuivant a également abandonné les poursuites engagés contre les prévenus ;

Que cet abandon implique que suite aux enquêtes menées autour de l'affaire portée devant le tribunal, le ministère public ne dispose d'aucun élément de preuve pouvant amener celui-ci à entrer en condamnation contre les prévenus ;

Qu'aux termes de l'article 544 du code de procédure civile, économique et administrative, « si le tribunal estime que le fait poursuivi ne constitue aucune infraction à la loi pénale ou que le fait poursuivi n'est pas établi ou qu'il n'est pas imputable au prévenu, il renvoie celui-ci des fins de la poursuite » ;

Qu'en vertu de ce qui précède et en application de la disposition sus énoncée, il convient de renvoyer les prévenus des fins de la poursuite pour délit non établi à leur encontre ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement par défaut en matière correctionnelle et en premier ressort ;

Après en avoir délibéré

Constate l'abandon par le ministère public de la poursuite engagée contre les prévenus Mamadie Touré, Ibrahima Sory Touré IST, Mahmoud Thiam, Aboubacar Bah, Lieutenant Issiaga Bangoura et Ismaël Daou ;

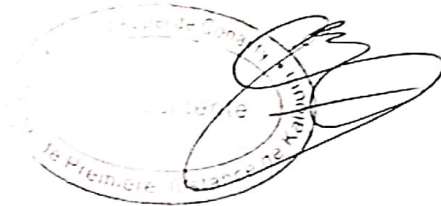
Par conséquent, déclare les susnommés non coupables des faits qui leur sont reprochés et les renvoie des fins de la poursuite pour fait non établi à leur encontre ;

Met les dépens à la charge du trésor public ;

En application des dispositions de l'article 544 du code de procédure pénale ;

Ainsi fait, jugé et prononcé les jour, mois et an que dessus :

Et ont signé la présidente et le greffier. .

A handwritten signature in black ink is written over a circular purple stamp. The stamp contains the text "Tribunal de Première Instance" and "de la Cour de Cassation".

CONAKRY COURT OF APPEAL

COURT OF FIRST INSTANCE OF KALOUM

REPUBLIC OF GUINEA

Work - Justice - Solidarity

IN THE NAME OF THE OF PEOPLE OF GUINEA

CRIMINAL CASE JUDGMENT No. 046 of March 30, 2020

Case RP No. 104/2013

Public Prosecutor's Office and
State Judicial Officer (AJE)

Against the following:

Mamadie Touré
Ibrahima Sory Touré (IST)
Lieutenant Issiaga Bargoura;
Aboubacar Bah, Ismaël Daou and
Mahmoud Thiam;

Nature of the offense: Bribery,
traffic of influence and conniving;

Decision: (see the operative part)

The Court of First Instance of Kaloum, Conakry, ruling in its criminal hearing of April first, two thousand and twenty, chaired by Hadja Manama Doumbouya, President, in the presence of Mr. Alpha Sény Camara, State Public Prosecutor, with the assistance of Mr. Kémoko Soumaoro, Chief Registrar, and delivered the following judgment

In the case,

Between the Public Prosecutor's Office, the prosecuting party, and the
State Judicial Officer;

OF THE FIRST PART;

And the following persons: 1- **Mamadie Touré**: Born on January 1, 1982 at Dubréka to Mamadouba and Hadja Djénaba Keita, businesswoman, domiciled at Jacksonville, State of Florida in the United States of America;

International arrest warrant dated June 9, 2017;

Ibrahima Sory Touré (IST): born in 1972 at Conakry, to Elhadj Mamadouba and Hadja Faloumala Conté. Journalist, domiciled in the Camayenne district, Dixinn commune, married, father of one child;

Warrant of committal dated May 6, 2013

Judicial Control Order (OCJ) of July 23, 2013

Lieutenant Issiaga Bangoura: born on January 2, 1975 at Forécariah, to Ibrahima and Makoya Camara, army officer, domiciled in the Almamya district, Kaloum commune, married, father of three (3) children (no further information);

Warrant of committal dated May 9, 2013

Judicial Control Order (OCJ) of July 23, 2013

Mahmoud Thiam: born on October 4, 1966 at Conakry, domiciled in the United States (fugitive, no further information);

International arrest warrant dated June 9, 2017;

Aboubacar Bah: Businessman. Chairman and CEO of the Foula Mondial Corporation Group, domiciled in the Lambanyi district, Ratoma commune, Conakry (fugitive, no further information);



6- **Ismaël Daou**: Malian businessman (fugitive, no further information);

OF THE SECOND PART;

Debates: This judgment has been rendered after the debates, at the hearings of February 10, 2020 and February 24, 2020 and adjourned for deliberation prior to decision to be rendered today in accordance with the law;

Ruling: Having the legal competence for judgment in absentia in criminal matters and in the first instance;

THE COURT

Having regard to the documents in the case;

None for the defaulting defendants;

Having heard the plaintiff at its hearing;

Having heard the Public Prosecutor in its requisitions;

Whereas, pursuant to the Investigating Judge's order of July 28, 2018, the named persons Mamadie Touré, Ibrahima Sory - IST, Issiaga Bangoura, Mahmoud Thiam, Aboubacar Bah and Ismaël Daou have been referred to the Court under the written charge of having accepted, at Conakry, in the period from 2006 to 2010, and in any event within a period not covered by the statute of limitations of the public prosecution, offers, promises, gifts, presents and other advantages, proposed directly or indirectly, whether for themselves or for others, by abusing their real or presumed influence, in order to secure from the President of the Republic, the Government of Guinea and the Public Administration favorable decisions in securing the Simandou and Zogota mining concessions; having accepted to receive sums of money not due pursuant to an assignment, having agreed to and having received, without entitlement, at any time and in the exercise of their office, whether directly or indirectly, gifts, promises and advantages to carry out acts that were part of their duties, or facilitated the performance of such acts through their position and having assisted in the performance of such acts.

Offenses provided for and punishable under Articles 771, 772, 774 and 19 of the Criminal Code;

Whereas, in 2012, in application of the new mining code, a program to review the mining titles and agreements has been established by decree;



Whereas, in implementation of this program, a commission was set up to conduct an administrative procedure consisting of the analysis of the mining titles and agreements and the delivery of substantiated opinions to the competent authorities on whether to maintain, withdraw or restructure the said titles and agreements;

Whereas, for the purposes of this mission, two administrative bodies were created within the commission, namely a Technical Committee and a Strategic Committee;

Whereas, the Technical Committee acted as an operational body responsible for conducting the review procedures with the parties involved in the review procedures, drafting reports, consulting external experts (law firms, financial and technical consultants, etc.), as necessary, and making recommendations to the Strategic Committee and conducting negotiations with the holders of the mining agreements, as relevant;

Whereas, the Strategic Committee was intended as a political body to address strategic considerations and issue opinions on behalf of the commission based on the recommendations of the Technical Committee on whether to maintain, restructure or withdraw the titles and agreements submitted for its scrutiny;

Whereas, after completing its work, the Technical Committee found shortcomings in the manner the mining permits were granted to BSGR for the Zogota zone;

Whereas, this committee therefore issued recommendations supported by evidence to the Strategic Committee after communicating all the evidence obtained during the procedure to BSGR;

Whereas, based on the various pieces of evidence, it emerged that the relevant mining titles and mining agreement were granted, at the time of the events, as a result of bribery practices carried out by BSGR with the Guinean authorities in office at the time;

Whereas, by confronting the evidence in its possession with the arguments put forward by BSGR, which had denied the acts of bribery, the Committee then noted that the company had not provided any evidence that would cast doubt on the authenticity of the evidence or the consistency between the various pieces of evidence;

Whereas, the Technical Committee therefore recommended to the Strategic Committee withdrawal of the exploration permit within Blocks 1 and 2 and the Zogota concession, as well as termination of the framework agreement on this zone;

Whereas, following all these events, judicial proceedings were opened in connection with this case of bribery, leading to the interrogation of some of the defendants present on the Guinean territory, including Ibrahima Sory Touré IST and Lieutenant Issiaga Bangoura;



Whereas, during the opened investigation, the aforementioned were granted a certain judicial control, which they evaded;

Whereas, as the said Aboubacar Bah, Ismaël Daou and Mahmoud Thiam, were deemed to be fugitives, an international arrest warrant was issued for each of them;

Whereas, defendant Mamadie Touré, which was questioned as a witness, was herself indicted by the investigating judge;

Whereas, at the opening of the proceedings, none of the defendants appeared in court;

Whereas, however, in its statement, the plaintiff, through its counsel, withdrew the lawsuit on account of a settlement reached between it and the defendants;

Whereas, the Public Prosecutor, the primary prosecutor also dropped the charges against the defendants;

Whereas, this withdrawal implies that, following the investigations into the case brought before the court, the Public Prosecutor's Office has no evidence that could lead the court to convict the defendants;

Whereas, Article 544 of the Code of Civil, Economic and Administrative Procedure provides that "if the Court considers that the act being prosecuted does not constitute an offense under criminal law or that the act being prosecuted has not been established or is not attributable to the accused, it shall discharge the accused from the proceedings";

Whereas, by virtue of the foregoing and in implementation of the above provision, the accused should be non-suited in the proceeding on the grounds that their offense has not been established;

FOR THESE REASONS

Ruling publicly in absentia on criminal matters and in the first instance;

After deliberation

Notes the withdrawal of the proceedings against defendants Mamadie Touré, Ibrahima Sory Touré IST, Mahmoud Thiam, Aboubacar Bah, Lieutenant Issiaga Bangoura and Ismaël Daou by the Public Prosecutor's Office;

Consequently, declares that the aforementioned are not guilty of the acts with which they have been charged and non-suits them in the proceedings on the grounds that their offense has not been established;



Charges the court expenses to the Public Treasury;

By virtue of the provisions of Article 544 of the Code of Criminal Procedure;

Thus made, adjudged and pronounced, on the aforementioned day, month and year;

Signed by the President and the Court Registrar.

